

Mettons Macron, Philippe et leurs commanditaires au chômage !

Le déconfinement a déjà commencé, il s'est accéléré depuis l'appel de Macron à la reprise d'ici le 11 mai. Les transports en commun sont bondés en région parisienne aux horaires des travailleurs « essentiels ». La production a repris dans les usines comme à Toyota Onnaing ou à Renault Flins.

Confinés puis déconfinés, mais toujours sans moyens sérieux

Semaine après semaine, les impératifs économiques s'imposent aux impératifs sanitaires, nos vies passent au second plan derrière les profits du grand patronat.

« Le principal geste barrière reste la distance physique », a rappelé doctement Édouard Philippe. Qui peut y croire sur les chaînes de montage, les chantiers du bâtiment, dans les centres de tri de La Poste ou les transports en commun ? Les promesses creuses se succèdent – où est passé le plan d'urgence pour l'hôpital annoncé mi-mars ? Dernière en date, des « brigades épidémiologiques » pisteront le virus dans chaque ville. Mais faute de médecins, l'État fera appel à des volontaires de la Croix-Rouge !

De l'argent il y en a !

Ce plan de déconfinement dans la pénurie se déroule en parallèle du plus ambitieux plan de sauvetage de l'économie de toute l'histoire récente. Les milliards pleuvent sur les entreprises et leurs actionnaires.

Un chiffre pour les résumer : 7 milliards d'euros pour Air France, 39 millions pour l'aide alimentaire. Alors que les queues s'allongent devant les soupes populaires, le gouvernement débourse 180 fois plus pour arroser les actionnaires d'une seule entreprise que pour éviter la malnutrition dans les quartiers pauvres !

Le chantage à l'emploi comme politique de la santé du capital

Cette pluie de milliards s'accompagne d'une supplique patronale permanente : si la crise sanitaire continue, ou plutôt, si des mesures trop rigoureuses sont prises face à la crise sanitaire, nous serons contraints de licencier massivement. Ainsi chaque

travailleur est sommé de choisir entre sa santé et son bifteck.

Mais le chômage qui s'abat déjà sur des millions de travailleurs dans le monde n'est pas le symptôme de la crise économique, c'est plutôt la réponse immunitaire du patronat qui défend ses profits. Il n'a rien de naturel, il est le produit du choix de licencier en masse plutôt que d'éponger les frais de deux mois de confinement.

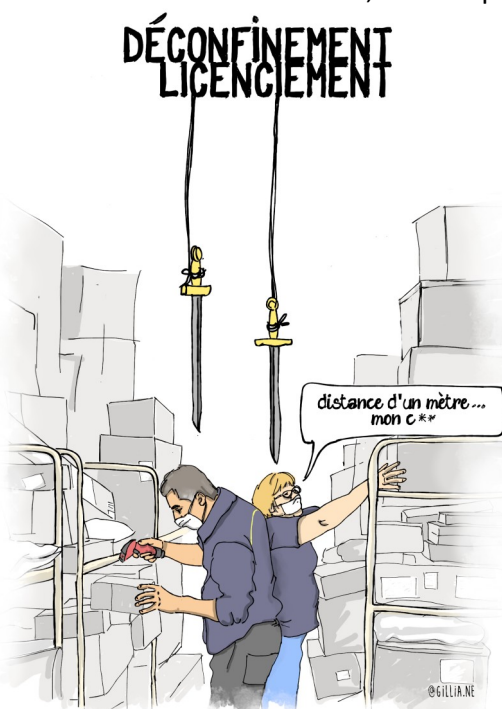
Les grands groupes publics ont montré l'exemple : ni la SNCF, ni La Poste n'ont renouvelé les nombreux CDD ou contrats d'intérim qui ont expiré en mars ou avril, ou l'ont fait à temps partiel.

Le gouvernement facilite sciemment la tâche des licenciers en prolongeant ce qu'il a appelé un « état d'urgence sanitaire », mais qui n'est qu'une suite de dérogations au droit du travail qui permet au patronat de faire travailler plus d'un côté, de licencier plus de l'autre.

Ce chantage à l'emploi généralisé est le spectre qui hante le « déconfinement ».

C'est sous sa pression que les parents devront décider s'ils remettent leurs enfants à l'école à partir du 11 mai – la dernière bassesse du gouvernement étant de faire peser ce choix sur les familles.

Mais ce n'est pas une fatalité. Si le chômage est l'arme des capitalistes pour faire payer la crise aux travailleurs, ceux-ci ont tous les moyens de s'y opposer en s'unissant dans la lutte autour de revendications essentielles comme l'interdiction des licenciements. Pour les salariés, il s'agit de défendre leur peau dans la crise économique comme dans la crise sanitaire. Un premier pic de « droits de retrait » avait donné des sueurs froides au patronat et au gouvernement au début du confinement. À nous de préparer le tsunami de colère sociale qui les emportera tous.



Boulot, métro, hosto ?

Au centre financier, la direction organise des groupes de travail par service pour préparer l'après 11 mai. Elle fait mine de nous demander notre avis, alors que la décision est déjà prise.

Plusieurs collègues ont déjà été infectés depuis le début de l'épidémie et on n'arrête pas de nous dire que le virus continuera à courir après le 11 mai, mais La Poste, comme tous les patrons, est pressée de remettre tout le monde au boulot.

Pas touche à nos congés

La Poste voudrait nous imposer 5 jours de congés avant le 31 mai. L'objectif est clair : nous faire payer le confinement en prenant sur nos congés et nous mettre à temps plein à la reprise. Mais le confinement, ce ne sont pas des vacances !

La pénurie de masques, de tests et de lits d'hôpitaux qui nous plongent dans cette situation, c'est la responsabilité des gouvernements aux ordres des patrons. Pas question de nous faire payer la note !

Leur « jour d'après » confinement

La Poste a annoncé le nouveau régime de travail qu'elle compte mettre en place après le 11 mai.

À la distri, nous passerions à 5 jours de travail du lundi au vendredi, et un samedi travaillé sur quatre. De plus, pendant plusieurs mois, la moitié des facteurs travaillerait de 10h à 16h40, afin, nous dit La Poste, d'éviter qu'il y ait plus de 50 % du personnel présent en même temps dans les centres.

On voit plutôt qu'elle profite de la situation pour essayer d'imposer à la moitié des facteurs de travailler l'après-midi. Ce dont elle a toujours rêvé de faire avec la méridienne.

Si son souci était, comme elle le dit, de moins nous exposer aux risques sanitaires, il y aurait des mesures plus efficaces : limiter provisoirement la distribution à ce qui est vraiment indispensable et faire travailler la moitié du personnel un jour sur deux.

Postiers, intérimaires : égalité des droits

À Paris 15, il y a une quarantaine d'intérimaires. Comme nous, ils ont travaillé 3 jours par semaine jusqu'au 6 avril et 4 jours ensuite.

La différence, c'est que si le personnel de La Poste a été payé à 100 %, nos collègues intérimaires, eux, ont subi une importante perte de salaire : La Poste a déclaré à leur entreprise une mission d'abord de 21 heures par semaine et 28 heures ensuite.

À travail égal, nous devons avoir un salaire égal.

Colis : Noël au printemps

Il n'y a jamais eu autant de réceptions de colis, « même au milieu de la période de Noël ». C'est Wahl, PDG de La Poste qui le dit. Pendant le confinement, les commandes par internet ont considérablement augmenté, tandis que d'autres livreurs, notamment en points relais, ont cessé leur activité. Résultat : le nombre des Chronopost et Collissimo a explosé, comme on le voit à Paris 15.

Wahl se frotte les mains, mais pour nous il n'y a rien de réjouissant. Non seulement à cause du surcroît de travail, mais parce que, en période d'épidémie, nous obliger à distribuer des colis qui n'ont rien d'essentiel, c'est nous faire courir des risques inutiles.

Et pour nous, notre santé et celle de nos proches passent avant les profits de La Poste.

Condamné en appel, Amazon envoie toujours ses colis

Nouveau revers juridique pour Amazon : la cour d'appel de Versailles a confirmé sa condamnation à ne distribuer que des produits « essentiels », alimentaires, hygiéniques ou médicaux. Elle y a cependant ajouté d'autres gammes de produits à l'essentialité discutable tels que les produits « high-tech, d'informatique et de bureau ».

Amazon va donc garder ses entrepôts fermés en France, mais qu'à cela ne tienne, le géant du commerce en ligne n'a pas l'intention de laisser des profits lui passer sous le nez et envoie ses colis depuis ses entrepôts à l'étranger, avec la complicité de La Poste qui réceptionne ses camions.

Ces grands patrons n'ont que faire de la santé des travailleurs.

Le malheur des uns fait le profit des autres

Korian, un géant des Ehpad en France, a annoncé la distribution de généreux dividendes. Dans ses maisons de retraite, logique du profit oblige, le quotidien était déjà pénible : repas avariés, normes d'hygiène douteuses et surtout manque de personnel. Avec la pandémie, elles sont devenues des mouiroirs.

Maltraiter et mépriser les personnes âgées est devenu une source de juteux profits dans cette société capitaliste pourrie.

Pour suivre nos publications en ligne :

www.convergencesrevolutionnaires.org



Convergences révolutionnaires